

L'Afrique face à un tournant

Le moment de remplir les engagements

L'Afrique se trouve à un tournant. Malgré tous les efforts faits en matière de développement au cours des deux dernières décennies, les Africains sont de plus en plus pauvres. Plus de 300 millions de personnes vivent avec moins de 1\$US par jour. L'espérance de vie n'est plus que de 48 ans et baisse encore. Vingt huit millions de personnes sont atteintes du SIDA ou sont séropositives, et 40 pour cent des enfants ne reçoivent aucune éducation scolaire. Il faut rechercher les responsabilités d'une telle crise tout autant à l'intérieur qu'à l'extérieur du continent. On ne peut que déplorer le manque flagrant d'exercice responsable du pouvoir et ceci à tous les niveaux, national, régional et mondial. Ce n'est qu'en mettant fin à une approche de type "continuons à faire des affaires comme si de rien n'était" par rapport à l'Afrique, que la situation peut changer.

Mais cependant, malgré tous ces problèmes il reste de l'espoir. La force croissante de la société civile africaine, alliée aux efforts de certains dirigeants africains déterminés à changer le cours des choses, constitue une véritable occasion de s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté et des conflits. Les dirigeants africains travaillent en coordination avec le G8 pour trouver ensemble une stratégie nouvelle pour le continent. Une telle stratégie devrait comprendre une série de mesures intensives destinées à résoudre les conflits et se préoccuper des problèmes liés à une mauvaise administration, tout en prévoyant un soutien accru en terme d'aide, de commerce et d'allègement de la dette envers les pays qui s'engagent à réduire la pauvreté et à améliorer leur mode de gouvernement. Le défi pour l'Afrique ne consiste pas à se demander ce qu'il faut faire mais à réussir à insuffler la volonté de le faire.



Sommaire

Aujourd'hui, l'Afrique se trouve face à un tournant. Sur ce continent, la pauvreté et la souffrance ont atteint une échelle alarmante. Trois millions de personnes vivent avec moins de 1\$US par jour. L'espérance de vie n'est plus que de 48 ans et baisse encore. Plus d'un tiers des enfants souffrent de malnutrition, plus de 40 pour cent d'entre eux ne reçoivent aucune éducation scolaire. Vingt huit millions de personnes sont atteintes du SIDA ou sont séropositives, et pour plus de 100 millions de personnes, la guerre fait partie de la vie quotidienne.

Mais cependant et malgré toutes ces statistiques désespérées, il existe tout même des raisons d'être optimiste. L'instauration graduelle de la démocratie et la force croissante de la société civile africaine alliées aux efforts déployés par certains dirigeants africains déterminés à trouver de nouvelles voies, constituent une réelle opportunité pour attaquer les causes profondes de la pauvreté et des conflits.

C'est une série d'échecs à tous les niveaux, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du continent, qui motive la crise qui confronte l'Afrique aujourd'hui. Il faut que l'Afrique, au niveau national, régional et international, se dote de gouvernements justes et responsables qui s'engagent à œuvrer dans l'intérêt des populations pauvres. Le commerce mondial, les investissements et les engagements diplomatiques n'ont jusqu'ici, que trop souvent été à l'encontre de l'intérêt des populations pauvres.

Parmi les autres facteurs qui sous-tendent la crise il faut inclure :

- L'importance croissante des économies de guerre. L'exploitation éhontée des ressources naturelles est de plus en plus une cause majeure de conflits tout en ayant des effets désastreux sur les communautés locales. En Afrique les conflits affectent une personne sur cinq dont la majorité sont des femmes et des enfants
- La culture de l'impunité. Le respect des droits de l'homme et de l'état de droit, facteur essentiel à l'établissement d'une paix durable et d'un développement sur le long terme, n'existe pas dans une grande partie de l'Afrique. La justice est bien souvent évasive ou non-existante.
- La corruption et les pots de vin. La corruption en enrichit quelques-uns au détriment de la majorité qu'elle appauvrit ; elle impose un poids insurmontable aux personnes les plus vulnérables en empêchant tout progrès vers une réduction de la pauvreté.
- Sida et séropositivité. De par son échelle, cette épidémie est une immense tragédie humaine dont les conséquences tant économiques que politiques sont massives, plus particulièrement pour les femmes qui forment la majorité des personnes atteintes. Le Sida et la séropositivité constituent très certainement la plus grosse menace pesant sur l'Afrique aujourd'hui.
- Soutien international inapproprié. Malgré l'ampleur de la crise, l'aide extérieure n'a jamais été aussi faible. L'aide est réduite, les règlements commerciaux sont truqués et la remise de la dette est insuffisante.

Il est moralement inacceptable de continuer à ignorer de la sorte le sort de plusieurs millions de personnes, dont la vie est une lutte quotidienne. De plus, dans un monde où l'interdépendance et l'instabilité ne font que s'accroître, il est dans l'intérêt des dirigeants des pays du Nord d'aider à trouver des solutions aux problèmes de l'Afrique. Si rien n'est entrepris pour stopper leur développement, la pauvreté, les conflits et les maladies risquent de gagner et mettre en péril la prospérité et la sécurité mondiales.

Les efforts récemment entrepris par certains dirigeants africains et des membres du G8 qui travaillent ensemble pour trouver des solutions à ces problèmes, semblent ouvrir de nouvelles possibilités qui pourraient finalement corriger les erreurs passées et poser les bases d'un nouveau partenariat avec l'Afrique. Les dirigeants africains ont pris l'initiative en créant leur propre Partenariat Nouveau pour le Développement de l'Afrique (NEPAD). Il s'agit d'un premier pas positif, même si une consultation plus approfondie avec la société civile reste nécessaire. La communauté internationale doit saisir cette opportunité et prendre des engagements concrets pour soutenir l'instauration d'une paix durable et d'une situation propice au développement.

Quelques-uns des changements, qui selon Oxfam sont nécessaires pour obtenir des progrès et faire avancer le débat sont détaillés ci-dessous. Il n'existe pas une "solution standard universelle" capable de résoudre la crise que traverse l'Afrique.

Des mesures doivent être prises immédiatement pour trouver des solutions aux conflits au travers d'une action diplomatique concertée et apporter une aide humanitaire aux populations affectées. Ces efforts devront prendre en compte les causes sous-jacentes des conflits, y compris les problèmes liés à l'exploitation des ressources naturelles. Dans le même temps, il faudra également apporter un soutien effectif aux pays qui ne sont pas directement impliqués dans ces conflits et qui ont entrepris une série de mesures positives destinées à réduire la pauvreté et à renforcer la mise en place de bons modes de gouvernement en y incluant la participation de la société civile.

Ce n'est qu'en faisant avancer simultanément ces deux stratégies, qu'il sera possible de trouver des solutions efficaces et durables aux problèmes extrêmement graves qui confrontent l'Afrique aujourd'hui,

Recommandations

- 1. Améliorer le mode de gouvernement en instaurant une véritable relation de partenariat entre les citoyens des pays d'Afrique, leurs gouvernements et la communauté internationale.**
 - Les dirigeants africains doivent garantir un mode de gouvernement légitime, participatif et inclusif en engageant un dialogue avec la société civile sur les objectifs, les stratégies et les instances de contrôle de NEPAD, sur le développement de l'Union Africaine et l'élaboration de plans de développement nationaux.
 - Les gouvernements africains et ceux des pays du Nord doivent s'attaquer à la corruption et aux malversations en adoptant la Convention de l'OCDE de 1998 sur la corruption. Il leur faut également accélérer l'institution et la ratification d'une convention des Nations Unies sur la corruption qui est actuellement en cours d'élaboration.

- Les gouvernements africains doivent s'attaquer au problème de la violation des droits de l'homme et à la culture généralisée de l'impunité en ratifiant la création de la Cour Africaine de défense des Droits de l'Homme et des Populations, et en s'assurant son fonctionnement dans un délai de deux ans.
- 2. Cesser le commerce et l'exploitation illégale et contraire à l'éthique des ressources naturelles**
- Agréer un protocole des Nations Unies ou une convention instaurant un code de conduite en affaires, sur le modèle du Projet de Principes de Droits Humains Fondamentaux pour les Entreprises Commerciales qui a été élaboré par la sous-commission des Nations Unies chargée de la Promotion et de la Protection des Droits de l'Homme. Ces principes devraient constituer la base pour l'établissement d'un cadre de régulations internationales qui lieraient les états et les entreprises commerciales.
 - Faire entrer en vigueur les Consignes de l'OECD concernant les entreprises multinationales et s'assurer que les entités désignées comme Points de Contact au Niveau National sont investies d'un rôle plus important accompagné de pouvoirs pour contrôler et faire appliquer les dites consignes. Tous les gouvernements des pays du Nord devraient s'engager à n'octroyer de garanties gouvernementales et de crédits d'exportation qu'aux compagnies qui auront démontré leur volonté d'appliquer les consignes de l'OECD.
- 3. Réduire les conflits en Afrique et empêcher que des armes ne parviennent à ceux susceptibles d'en faire mauvais usage.**
- Le G8 et les dirigeants africains doivent se mettre d'accord sur un plan d'action conduisant à une intensification des efforts diplomatiques ayant pour but de résoudre les conflits en Angola, au Soudan, en République Démocratique du Congo et dans la Région du Bassin du Mano (Sierra Leone, Liberia et Guinée)
 - Se mettre d'accord sur un Traité sur la Vente d'Armes dans le but de contrôler le commerce des armes et assurer que celles ci ne parviennent pas là où elles pourraient être utilisées en violation du droit international humanitaire et des droits de l'homme, et où les achats d'armes pourraient avoir un effet contre-productif sur un développement durable.
- 4. Augmenter l'aide destinée à l'Afrique, plus particulièrement dans le domaine de l'éducation et renforcer les mesures d'allègement de la dette.**
- Les membres du G8 et les dirigeants africains doivent démontrer l'efficacité de leur aide et la force de leur partenariat en investissant dans l'éducation ; les bailleurs de fonds doivent augmenter leur contribution dans le domaine de l'éducation de 4 milliards de dollars US par an, pour couvrir les lacunes de financement dans les pays qui ont élaboré des plans valables dans le domaine de l'éducation.
 - Pour pouvoir atteindre tous les Objectifs de Développement du Millenium, les gouvernements des pays du Nord devraient augmenter leur budget d'aide à l'Afrique de 40 milliards de dollars US par an. Cette somme représente approximativement l'équivalent de six semaines de subventions versées aux agriculteurs dans les pays de l'OECD.

- En accord avec l'initiative de l'HIPC, les organes créditeurs devraient étendre la remise de la dette pour assurer que son remboursement ne compromette pas le financement des Objectifs de Développement du Millénaire et qu'aucun gouvernement ne consacre plus de 10 pour cent de ses revenus pour en payer les intérêts.
- 5. Déclarer la guerre au SIDA grâce à une augmentation immédiate des fonds.**
- Prendre un engagement ferme de financer les 10 milliards de dollars US du Fond Mondial de Lutte contre le SIDA, la tuberculose et la malaria, et garantir que le fond utilise tout en s'assurant de leur qualité les médicaments les moins chers, y compris des médicaments génériques, disponibles sur le marché.
 - La communauté des bailleurs de fonds et les gouvernements africains devraient s'assurer que l'élément SIDA/Séropositivité est dûment pris en compte dans le cadre de tous les programmes de développement, et garantir que des fonds en quantité suffisante pour y pallier sont prévus dans les budgets.
- 6. Améliorer les conditions commerciales imposées à l'Afrique**
- Les gouvernements des pays du Nord devraient ouvrir leurs marchés à tous les produits en provenance des pays africains. Ils devraient se mettre d'accord sur un calendrier pour l'élimination des subventions à l'exportation et la restructuration des subventions agricoles dans le but de favoriser des objectifs sociaux et environnementaux plutôt qu'une augmentation de la production.
 - Il faudrait mettre fin à l'imposition des conditionnalités liées aux programmes du FMI et de la Banque Mondiale qui obligent les pays pauvres à une libéralisation trop rapide de leurs marchés sans en considérer l'impact sur les populations pauvres.
 - Il faudrait encourager la création d'une institution internationale des matières premières, chargée de mettre fin à la crise des prix et capable de promouvoir efficacement la diversification et la gestion des surplus.

L'Afrique: l'ampleur de la crise

*Afrique mon Afrique...
Je ne t'ai jamais connue
Mais ton sang coule dans mes veines
Ton sang noir et superbe qui irrigue les champs
Le sang de ta sueur
La sueur de ton travail
Le travail de ton esclavage
L'esclavage de tes enfants.*

*Afrique, dis-moi oh! Afrique
Est-ce bien toi ce dos courbé
Ce dos qui se brise sous le poids de l'humiliation
Ce dos tremblant aux cicatrices rouges.*

Tiré de 'Afrique' de David Diop, Sénégal

L'Afrique sub-saharienne est en crise, et c'est une crise qui touche 600 millions de personnes. Les statistiques sont alarmantes. Près de la moitié de la population vit avec moins de 1 dollar US par jour.¹ L'immense majorité de ceux qui se trouvent dans des conditions de pauvreté extrême sont des femmes et des enfants. Si la tendance actuelle se poursuit, le nombre d'Africains vivant en dessous du seuil de pauvreté augmentera de 219 millions d'ici à 2015. Aujourd'hui, l'espérance de vie d'un Africain est tout juste de 48 ans. La tendance concernant l'espérance de vie est en baisse constante pour les Africains, alors qu'elle est en hausse dans pratiquement tous les autres continents.

Les améliorations dans le domaine de la santé et de l'éducation ont été minimales. Plus d'un tiers des enfants sont mal nourris. En 1990, le taux de mortalité infantile dans la région représentait juste un peu moins d'un tiers du taux mondial; en 2015, on estime que ce taux aura atteint 55 pour cent du taux mondial. Les infrastructures médicales sont inadaptées. Une femme sur treize est susceptible de mourir des suites d'un accouchement, alors que dans les pays industrialisés le risque est de 1 femme sur 4085. Bien qu'il soit extrêmement difficile de quantifier une tendance en ce qui concerne la mortalité périnatale, les observations semblent indiquer qu'il n'y a eu que très peu de changements depuis 1990. Les maladies qui sévissent traditionnellement, comme la malaria et la tuberculose, continuent à faire de nombreuses victimes. Chaque année, plus d'un million de personnes, principalement des enfants meurent de la malaria. On estime que la malaria a freiné la croissance économique de l'Afrique de 1,3 pour cent chaque année

ce qui correspondrait à une perte approximative de 100 milliards de dollars US au cours des 35 dernières années.²

La tendance en ce qui concerne l'éducation reflète celle de la santé. Plus de 40 pour cent des enfants ne reçoivent aucune éducation primaire. Selon les estimations de la Banque Mondiale, au moins 32 pays, dont les trois quarts se trouvent en Afrique sub-saharienne, risquent de ne pas être en mesure d'atteindre l'objectif fixé qui est de scolariser tous les enfants d'ici à 2015. De fait, dans 17 pays africains le taux de scolarisation a même baissé durant les années 90.

Des crises humanitaires et des conflits violents secouent le continent. La guerre fait partie de la vie quotidienne pour plus de 100 millions de personnes, dont la plupart sont des femmes et des enfants. Quarante pour cent des conflits armés qui ont lieu dans le monde se passent en Afrique sub-saharienne - la seule région au monde où les conflits sont en augmentation depuis les dix à vingt dernières années. Ceux qui sont affectés par ces conflits vivent dans la peur constante, ils sont menacés par l'insécurité, l'afflux des réfugiés, les trafics aux frontières - armes, drogues et autres marchandises illégales qui alimentent les guerres - et l'épidémie du Sida qui se propage d'autant plus rapidement que l'environnement est instable. Le Kenya, la Tanzanie et la Zambie par exemple, ont accueilli une énorme population de réfugiés résultant des conflits environnants et de ce fait ces pays subissent les contrecoups du conflit même s'ils n'y sont pas directement impliqués.

Les conflits ont creusé les inégalités: nombreux sont ceux qui souffrent alors que seulement quelques-uns prospèrent. Les conflits accélèrent la propagation du VIH à cause des mouvements de populations et de l'utilisation du viol comme arme de guerre. C'est un phénomène qui a été avéré au Rwanda, pays dans lequel les mouvements de population et les viols qui ont résulté du génocide ont entraîné une augmentation sensible du nombre de personnes infectées par le VIH. Cette augmentation est de l'ordre de six fois plus qu'auparavant³. En l'absence d'instances gouvernementales responsables, les gens se tournent vers la violence dans leur recherche d'une alternative pour garantir leurs moyens de subsistance, ils sont encouragés à prendre les armes pour se faire 'justice' face à l'impunité ambiante et c'est ainsi que s'enclenchent de nouveaux cycles de violence.

Les économistes espéraient que les opportunités issues de la mondialisation auraient un effet bénéfique sur l'Afrique sub-saharienne. Cependant, comme l'ont reconnu la Banque Mondiale et le Département pour le Développement International du RU (UK Department for International Development, DFID) les bénéfices de la mondialisation n'ont pas été répercutés sur l'Afrique. La part de l'Afrique dans le commerce international est tombée de plus de trois pour cent en 1950, à 1,2 pour cent (sans compter l'Afrique du Sud) vers le milieu des années 90. L'Afrique ne reçoit que 0,9 pour cent des

investissements mondiaux, et ces investissements sont presque exclusivement destinés aux zones riches en minerais. La mondialisation, non seulement n'a pas apporté de solutions aux maux de l'Afrique mais elle a sans doute exacerbé les problèmes existants par le biais de réglementations commerciales biaisées, d'investissements inappropriés et de l'effondrement du prix des matières premières. De nombreux gouvernements africains se rendent compte qu'ils n'ont plus aucun pouvoir de contrôle sur les mouvements économiques qui affectent leur propre pays parce que les leviers de commande tant au niveau économique que politique ont une dimension internationale qui échappe à leur pouvoir. Les niveaux de vie moyens ont augmenté partout dans le monde excepté en Afrique où ils ont baissé de 20 pour cent au cours de la même période. L'Afrique semble nager à contre courant des forces toutes puissantes qui font avancer le commerce mondial et la mondialisation.

De gros mouvements d'investissements contraires à l'éthique ainsi que le commerce illégal des minerais, des ressources naturelles et des armes, ont eu lieu sans aucun contrôle et en dehors de toute réglementation. Pour des millions d'Africains, l'abondance des ressources naturelles du continent ressemble à une malédiction plutôt qu'à une chance. Les investissements et les affaires réalisées par les industries qui exploitent les réserves naturelles en RDC, au Sierra Leone, en Angola et au Soudan ont généré des économies de guerre qui profitent aux compagnies internationales ou aux élites politiques tout en sapant la croissance économique à long terme des pays concernés.

La recrudescence des conflits signifie une prolifération des armes. Cent millions d'armes légères, un cinquième de la totalité mondiale, circulent en Afrique. Durant la décennie allant de 1979 à 1989, les grandes puissances mondiales ont transféré en Afrique des armes pour une valeur de 60 milliards de dollars US. Depuis 1998, les deux régions les plus pauvres du monde - l'Afrique et l'Asie du Sud - ont connu l'augmentation la plus importante de leurs achats d'armes.

Malgré tous ces problèmes, la population africaine n'a pas perdu espoir. L'Afrique est un continent riche en ressources humaines et naturelles ; la diversité des populations et des cultures, combinée à un environnement naturel fantastique en font un endroit exceptionnel. A travers l'ensemble du continent, la population démontre un engagement profond pour le développement et la démocratie. En Afrique du Sud il a été possible de mettre fin à l'apartheid sans provoquer de guerre, la démocratie a été restaurée au Nigeria et des dirigeants en place depuis longtemps, au Ghana et au Sénégal ont été écartés du pouvoir de manière pacifique suite à des élections démocratiques. C'est sur le courage et l'ingéniosité du peuple africain qu'il faut s'appuyer pour faire changer les choses.

Des Tendances alarmantes

Après plus de 40 années d'expérience et de travail en Afrique, Oxfam est aujourd'hui de plus en plus préoccupée par la situation de l'Afrique. Beaucoup d'autres personnes et d'organisations partagent cette préoccupation et sont impliquées dans un débat sur l'avenir de l'Afrique qui s'annonce riche et prometteur. L'analyse préliminaire présentée dans ce document ne se veut en aucun cas exhaustive et ne prétend pas apporter toutes les solutions. Son but est de stimuler et faire avancer le débat sur l'Afrique, de recommander une série de mesures et de servir de point de départ à d'autres initiatives qui se pencheraient sur les problèmes rencontrés par l'Afrique et leurs solutions possibles.

Lors de réunions récentes qui se sont tenues dans la Corne de l'Afrique, en Afrique Centrale ou en Afrique de l'Ouest, des employés d'Oxfam, des organisations partenaires et des experts invités ont examiné une série de problèmes qui affectent le continent. Les conclusions préliminaires de ces entretiens sont : les progrès en Afrique sont variés mais de manière générale ils restent encore insuffisants. Si l'on en juge par l'ampleur des souffrances endurées par les populations du continent, il semble évident qu'il existe un dysfonctionnement fondamental dans la manière dont l'Afrique se positionne au sein du nouvel ordre mondial.

Cette analyse fait ressortir certaines tendances alarmantes :

- L'importance croissante des économies de guerre. L'exploitation éhontée des ressources naturelles est de plus en plus une cause majeure de conflits qui a des effets désastreux sur les communautés locales. En Afrique les conflits affectent une personne sur cinq dont la majorité sont des femmes et des enfants
- La culture de l'impunité. Dans une grande partie de l'Afrique, le respect des droits de l'homme et de l'état de droit, facteurs essentiels à l'établissement d'une paix durable et d'un développement sur le long terme, n'existe pas. La justice quant à elle est bien souvent évasive ou non-existante.
- La corruption et les pots de vin. La corruption en enrichit quelques-uns au détriment de la majorité qu'elle appauvrit ; elle impose un poids insurmontable aux personnes les plus vulnérables en empêchant tout progrès vers une réduction de la pauvreté.
- VIH/Sida. De par son échelle, cette épidémie est une immense tragédie humaine dont les conséquences tant économiques que politiques sont massives, plus particulièrement pour les femmes qui forment la majorité des personnes atteintes. Le VIH/Sida constitue très certainement la plus grosse menace pesant sur l'Afrique aujourd'hui.

- Soutien international inapproprié. Malgré l'ampleur de la crise, l'aide extérieure n'a jamais été aussi faible. L'aide est réduite, les réglementations commerciales sont flouées et la remise de la dette est insuffisante.

Les pays africains ne sont pas tous sujets à l'ensemble de ces tendances et certainement pas tous dans la même mesure. Il existe également bien d'autres problèmes dont ce document ne tient pas compte comme la nature complexe du facteur ethnique, l'exclusion sociale, la distribution des terres, la famine récurrente, l'urbanisation et les impacts sur l'environnement. Au cours des dix dernières années il a cependant été prouvé maintes fois que les tendances décrites ci-dessus affectent une vaste majorité de personnes et ont un impact est à la fois énorme et dévastateur.

La recrudescence des économies de guerre

Les causes des conflits en Afrique sont complexes et diverses. De plus, la distinction entre des conflits qui se déroulent à l'intérieur d'un état et ceux qui touchent plusieurs états, c'est à dire la distinction entre conflits internes et conflits régionaux et internationaux est totalement obsolète. Cependant, la volonté de contrôler les abondantes ressources naturelles du continent est un facteur de plus en plus significatif et c'est bien souvent la raison principale qui sous-tend la majorité des nombreux conflits qui secouent l'Afrique actuelle.

Les économies de guerre sont gérées de telle manière qu'elles maintiennent ou prolongent les conflits armés. En RDC, au Sierra Leone, au Soudan et en Angola, il est de plus en plus patent que les conflits sont attribuables à des luttes pour le contrôle des ressources naturelles et des intérêts privés. Ces guerres sont alimentées par des activités, contraires à l'éthique et souvent illégales, menées par les compagnies locales ou internationales qui exploitent des matières premières comme le pétrole, les diamants, le bois et le coltan¹.

La guerre qui a lieu en RDC en est un exemple flagrant. Une commission d'experts des Nations Unies qui avait été chargée d'observer les implications de l'exploitation des ressources naturelles² en RDC, conclut en novembre 2001 qu'il y avait un lien direct entre le conflit et le désastre humanitaire qui en résulte et les intérêts étrangers engagés dans l'exploitation des ressources naturelles. La situation qui sévit au Soudan est tout à fait similaire ; les populations civiles se trouvent impliquées dans un conflit complexe et de longue haleine que l'exploitation du pétrole, dans les dernières années, est encore venue compliquer. Les rapports suggèrent clairement que la présence de compagnies pétrolières internationales alimente la guerre au Soudan³.

Les liens qui unissent l'Afrique sub-saharienne à l'économie mondiale sont principalement basés sur l'exportation de ressources naturelles. Le rôle de

l'Afrique dans le cadre du système de commerce international est, en grande partie, limité à celui de fournisseur de matières premières et de ressources naturelles précieuses, comme les diamants, le coltan et le pétrole. Dans certains cas des problèmes surgissent à cause du manque de légitimité et de responsabilité de certains gouvernements. Dans d'autres cas, les compagnies se sont engagées dans des relations commerciales avec des individus armés qui en l'absence d'une autorité centrale forte se battent pour exercer le contrôle sur des régions riches en ressources naturelles. En l'absence d'un système de régulations internationales transparent et effectif, de nombreuses compagnies étrangères se trouvent dans une situation où elles peuvent mener des opérations commerciales au détriment des populations locales et sans aucun souci de préservation écologique.⁴

Les effets de la guerre sur les populations locales sont désastreux. Aujourd'hui, plus de 100 millions d'Africains vivent dans une zone de conflit violent. Dix millions d'entre eux sont des déplacés internes⁵. Une telle situation a eu un impact disproportionné sur les femmes et les enfants qui forment 90 pour cent des populations déplacées. Comme la situation au Soudan l'illustre, si des populations civiles se trouvent au mauvais endroit – par exemple dans les zones d'exploitation pétrolière – ce sont alors des communautés entières qui sont simplement déplacées en masse ce qui conduit systématiquement à des violations des droits de l'homme⁶.

Dans la majorité des cas l'exploitation du pétrole, du gaz et d'autres minerais, tend à avoir un impact négatif sur l'économie locale plutôt que de soutenir un processus de développement sur le long terme⁷. C'est un facteur qui, à son tour contribue à la prolifération des économies de guerre et à l'augmentation de la corruption. En 1999, le FMI estimait que les exportations de pétrole brut de l'Angola, le deuxième producteur de pétrole de l'Afrique sub-saharienne atteignaient les 4,6 milliards de dollars US en dépit de quoi, neuf millions de personnes, environ 70 pour cent de la population continue à vivre dans une misère absolue. Plus de 3,7 millions de personnes sont déplacées et souffrent cruellement de la faim. L'UNICEF décrit l'Angola comme le pire endroit au monde pour un enfant. Les exportations du Nigeria, le plus gros producteur de pétrole en Afrique, totalisent plus de 17 milliards de dollars US par an et malgré cela, le Nigeria est pays où chaque année un million d'enfants meurent de maladies bénignes, 36 pour cent des enfants sont mal nourris et 43 pour cent des adultes sont analphabètes. Le Delta du Niger a été dévasté par de violentes confrontations et par un désastre environnemental.

La dynamique de bon nombre de ces conflits a débordé au-delà des frontières et on assiste à la création de zones de conflit régionalisé comme en Afrique Centrale et dans les Etats du Bassin du Mano. Dans un passé récent, certains états africains ont cherché des sources de revenus en se lançant dans une politique d'opérations 'militaro-commerciales' conjointes avec des états voisins 'en faillite ou en cours de faillite'. Des prétextes de

défense régionale ou de sécurité nationale ont été avancés pour justifier ces interventions étrangères. L'intervention du Zimbabwe dans la guerre en RDC est considérée par de nombreux observateurs comme un exemple flagrant de 'militarisme commercial'⁸. Le Zimbabwe a justifié l'envoi de ses troupes au Congo en vertu des provisions collectives en matière de sécurité de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (Southern Africa Development Community, SADC). Le commandement des troupes envoyées s'est ensuite joint au secteur privé et au gouvernement zimbabwéen pour tirer profit de l'exploitation des diamants et du bois. Une compagnie récemment établie, la SOCEBO compte parmi ses membres de hauts responsables du parti ZANU-PF et des militaires de haut rang. Cette compagnie a, de facto, réussi à se créer la plus grosse concession d'exploitation du bois au monde en s'octroyant le droit d'exploiter une zone de 33 mille hectares de forêt en RDC⁹.

Trouver une solution à ces guerres n'est pas une responsabilité exclusivement africaine, certains gouvernements des pays du Nord où sont enregistrée la majorité des multinationales doivent également en prendre leur part. Les gouvernements des pays du Nord ont un rôle à jouer et doivent garantir qu'ils ne contribuent pas à alimenter des conflits en autorisant que des compagnies opérant sous leur juridiction se livrent à l'exploitation illégale et contraire à l'éthique de ressources naturelles dans des pays étrangers. Des mesures beaucoup plus fermes sont nécessaires vis-à-vis de ceux qui tirent profit de ce type d'exploitation illégale.

D'innombrables initiatives ont été entreprises au cours des quelques dernières années pour essayer d'enrayer différents aspects des économies de guerre et stopper des entreprises commerciales contraires à l'éthique. La majorité de ces initiatives ont un caractère bénévole et de ce fait ne sont accompagnées d'aucun mécanisme garantissant leur application ou leur contrôle. Cependant, certaines de ces initiatives sont potentiellement très intéressantes, comme le sont les Consignes à l'Intention des Compagnies Multinationales produites par l'OECD, ainsi que le travail effectué par la Sous Commission des Nations Unies pour la Promotion et la Protection des Droits de l'Homme qui a récemment préparé un document intitulé Principes Fondamentaux des Droits de l'Homme à l'intention des Entreprises Commerciales. Il faut cependant pouvoir compter sur un minimum de volonté politique pour rendre ces initiatives effectives. Les gouvernements et les compagnies multinationales doivent prendre des mesures concrètes pour garantir que tous ceux qui font des affaires en Afrique sont respectueux des droits de l'homme et des standards humanitaires. Cela n'est possible que dans le cadre de régulations clairement établies sans lesquelles, tous ceux qui sont impliqués dans des affaires illégales et sans scrupules vont continuer à exploiter les ressources de l'Afrique, causer de nouvelles souffrances et amplifier la situation conflictuelle.

Recommandation : Mettre fin à l'exploitation illégale et contraire à l'éthique des ressources naturelles.

- Agréer un protocole des Nations Unies ou une convention instaurant un code de conduite en affaires, sur le modèle du Projet de Principes de Droits Humains Fondamentaux pour les Entreprises Commerciales qui a été élaboré par la sous-commission des Nations Unies chargée de la Promotion et de la Protection des Droits de l'Homme. Ces principes devraient constituer la base pour l'établissement d'un cadre de régulations internationales qui lieraient les états et les entreprises commerciales. Les gouvernements devraient prendre les mesures nécessaires pour garantir que ces régulations sont pourvues de mécanismes d'application ainsi que d'un système de monitoring indépendant.
- Faire entrer en vigueur les Consignes de l'OECD concernant les entreprises multinationales et s'assurer que les entités, désignées comme Points de Contact au Niveau National (NCP), sont investies d'un rôle plus important accompagné de pouvoirs permettant le contrôle et l'application des dites consignes. Les gouvernements africains devraient prêter assistance aux NCP dans leur effort pour contrôler et faire appliquer ces consignes par les compagnies. Tous les gouvernements des pays du Nord devraient s'engager à n'octroyer de garanties gouvernementales et de crédits d'exportation qu'aux compagnies qui auront démontré leur volonté d'appliquer les consignes de l'OECD.
- Les compagnies devraient prendre publiquement et de manière spécifique l'engagement de respecter la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ainsi que les Consignes à l'intention des Entreprises Multinationales de l'OECD. Les Compagnies devraient s'assurer que ceux qui s'occupent de leurs opérations commerciales ne causent ou n'exacerbent pas de conflits, et garantir que toutes leurs opérations sont poursuivies dans le respect le plus total des droits de l'homme et des standards humanitaires internationaux. Elles devraient, par exemple garantir que l'ensemble de leur personnel et tous les membres des forces de sécurité qu'elles recrutent connaissent les codes nationaux et internationaux concernant l'usage de la force ; plus particulièrement les Principes Élémentaires des Nations Unies sur l'Usage de la Force et des Armes à Feu à l'intention des Personnels Chargés du Maintien de l'Ordre et le Code de Conduite des Nations Unies pour les Personnels Chargés du Maintien de l'Ordre.
- Les gouvernements africains et ceux des pays du Nord ainsi que toute autre institution pertinente devraient apporter un soutien actif et mettre en pratique l'Initiative de Compte Rendu Mondial (GRI, Global Reporting Initiative) dont le but est de mettre en place des

consignes applicables mondialement pour le compte rendu des performances économiques, environnementales, et sociales des compagnies et des gouvernements. Les gouvernements devraient imposer aux compagnies de rendre compte périodiquement de leurs performances sociales et environnementales en les évaluant par rapport à ces paramètres préétablis. Le GRI devrait élaborer des standards plus stricts pour le compte rendu des opérations menées dans des zones de conflit. Les compagnies devraient se compromettre à une transparence absolue de leurs opérations en publiant le détail de tous les paiements effectués au profit des gouvernements nationaux y compris les primes à la signature et les rentes d'exploitation.

Recommandation : Réduire les conflits en Afrique et empêcher que des armes ne parviennent à ceux susceptibles d'en faire mauvais usage.

- Le G8 et les dirigeants africains doivent se mettre d'accord sur un plan d'action conduisant à une intensification des efforts diplomatiques ayant pour but de résoudre les conflits en Angola, au Soudan, en République Démocratique du Congo et dans la Région du Bassin du Mano (Sierra Leone, Liberia et Guinée)
- Se mettre d'accord sur un Traité sur la Vente d'Armes dans le but de contrôler le commerce des armes et assurer que celles ci ne parviennent pas là où elles pourraient être utilisées en violation du droit international humanitaire et des droits de l'homme. Les ventes d'armes devraient être interdites si elles peuvent avoir un effet contre-productif sur un développement durable.

Une culture de l'impunité en plein essor

Le respect des droits de l'homme et de l'état de droit est un facteur essentiel pour établir une paix durable et envisager un développement à long terme. Dans certaines zones de l'Afrique, où l'état de droit n'existe plus, les mécanismes permettant l'administration effective de la justice ont bien souvent disparu également. Même dans des états qui sont encore fonctionnel administrativement, on peut observer un certain degré d'impunité face aux agissements criminels et ce à des niveaux variés. Cette culture de l'impunité a permis que des crimes odieux puissent être perpétrés sans susciter d'investigation et sans que ne soit imposée de réparation légale ou de compensation pour les victimes. Dans de nombreux cas, la communauté internationale a fermé l'œil face à ces injustices, et parfois même a contribué à la perpétration de violation des droits de l'homme et de génocides. Pour des millions d'Africains, les droits inscrits dans différentes conventions - Droit International Humanitaire, Droit International des Réfugiés, Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et même la Charte des Nations Unies - restent lettre morte.

Dans la région des Grands Lacs, en y incluant les 800000 personnes tuées durant le génocide du Rwanda de 1994 et les 2,5 millions de personnes mortes en RDC depuis 1998, le nombre des personnes mortes de mort violente au cours des dix dernières années atteint le total ahurissant de 5 millions de personnes. Le nombre des victimes du conflit en RDC est encore aujourd'hui brutalement choquant. Même si une part importante des décès en RDC est attribuable aux effets indirects de la guerre, comme la malnutrition et les maladies, il n'en reste pas moins que des milliers de personnes sont les victimes directes de la violence. Selon des estimations effectuées en 2001, environ un foyer sur huit en RDC aurait fait l'expérience d'une mort violente depuis le début du conflit. Quarante pour cent de ces personnes étaient des femmes ou des enfants¹⁰. Le Secrétaire Général des Nations Unies a fait remarquer dans un rapport récent qu'en RDC des violations des droits de l'homme et des disparitions continuent à se produire dans la plus totale impunité. Les autorités civiles et militaires semblent incapables de re-instaurer la paix et de protéger la population qui est devenue la cible constante des atrocités¹¹. A ce jour, pas une seule personne n'a encore été amenée devant les tribunaux pour répondre de crimes commis en RDC.

Cette culture de l'impunité a un impact significatif. En l'absence de justice, la population locale en est soit, réduite au désespoir et à l'impuissance, soit à prendre les choses en main elle-même au risque d'augmenter encore la violence ambiante. Le rétablissement de la justice doit donc se faire à deux niveaux. Il faut d'une part créer une instance chargée de s'occuper des crimes de guerre sérieux et des violations systématiques des droits de l'homme en faisant ainsi passer un message sans équivoque, tout crime de ce type sera poursuivi et puni. Et d'autre part, il faut également s'attaquer à la recrudescence de la criminalité en améliorant les différents systèmes de justice locale. Il est impensable que la mise en place d'un tel système soit imposée de l'extérieur, ce sont les Africains qui doivent le prendre en main.

La mise en place d'un système judiciaire doit toujours prendre en compte la spécificité du cas considéré. Comme ce fut le cas dans les années 90 en Afrique du Sud, il est parfois possible que les risques encourus à vouloir poursuivre les coupables soient trop élevés et risquent de mettre en péril le processus de résolution du conflit. Nonobstant, ce sont les victimes, les femmes, les hommes et les organisations de la société civile qui ont souffert qui doivent avoir le pouvoir de déterminer si le règlement post-conflictuel doit passer par une mise en accusation systématique des criminels de guerre ou si la société doit trouver les moyens de s'accommoder de leur existence et de quelle manière. La communauté internationale ne devrait apporter son soutien que dans le cas où un règlement post-conflictuel jouirait d'un aval populaire authentique.

Diverses tentatives ont été entreprises au cours des dernières années pour s'attaquer à cette culture de l'impunité. Le Tribunal Pénal International pour

le Rwanda, basé à Arusha, en est un exemple. Il s'agit de faire passer en jugement les responsables du génocide qui a coûté la vie à quelque 800 000 Tutsis et Hutus modérés en 1994. Bien que les progrès aient été lents jusqu'à présent et que seulement une infime minorité de coupables de haut rang aient été condamnés, il faut saluer une volonté bien réelle de faire face aux atrocités qui ont été commises. D'une manière similaire, la Commission pour la Vérité et la Réconciliation en Afrique du Sud a aidé ce pays à surmonter la culture de silence qui entourait les crimes commis par le gouvernement de l'apartheid et à faire évoluer la société vers la réconciliation.

Les gouvernements africains, à travers l'adoption en juin 1981 de la Charte Africaine, et l'établissement en juin 1987 d'une Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Populations (Commission Africaine), ont indiqué à quel point le respect des droits de l'homme les préoccupe.

Malheureusement, la Commission Africaine qui a la responsabilité de contrôler le respect de la Charte par les états n'a pas réussi à être effective. De nombreux pays ont failli à leur engagement et n'ont pas remis tous les deux ans, les rapports stipulés : en juin 1998, il manquait toujours plus de 200 rapports. Même si la création de la Commission Africaine a été très applaudie, de gros efforts de la part des dirigeants africains sont encore nécessaires pour en faire une institution réellement effective.

Plus récemment, il a été proposé de créer une Cour Africaine pour les Droits de l'Homme et des Populations qui viendrait s'ajouter à la Commission Africaine¹². Même s'il ne s'agit pas d'une cour pénale, une telle initiative constitue un pas en avant important vers l'établissement d'un système complet de protection des droits de l'homme en Afrique. Cette cour n'existe pas encore mais elle sera créée dès que suffisamment de gouvernements africains en auront ratifié le principe. Il est regrettable que seulement cinq gouvernements l'aient fait jusqu'à présent. Les dirigeants africains devraient immédiatement ratifier la création de cette cour pour démontrer leur volonté politique et leur engagement à rendre des comptes. Ils doivent prendre l'initiative de faire passer un message vigoureux indiquant que les violations des droits de l'homme ne sont pas acceptables en Afrique.

L'Article 18 de l'Acte Constitutif de l'Union Africaine prévoit également la création d'une Cour de Justice Africaine. Les fonctions, le statut et la composition d'une telle cour n'ont cependant pas encore été déterminés. Des progrès concernant la mise en place de cette cour seraient très souhaitables. Nous espérons que la mise en place d'une Cour Pénale Internationale devrait également contribuer au traitement des cas de crimes de guerre qui ont lieu en Afrique. Même s'il s'agit d'une cour complémentaire, dont le rôle n'est pas de se substituer aux instances nationales, il reste possible qu'elle examine des cas que les cours nationales ne veulent pas ou ne peuvent pas juger.

La culture de l'impunité doit être résolue à tous les niveaux. En plus des initiatives régionales et internationales, il faut également que les systèmes juridiques nationaux soient renforcés. Trop souvent, ces systèmes sont inefficaces et corrompus alors qu'ils devraient constituer la base solide sans laquelle une administration responsable de l'état, indispensable à l'instauration d'un processus de développement sur le long terme, est impossible. Les bailleurs de fonds internationaux devraient contribuer à la mise en place d'instances judiciaires transparentes et efficaces au niveau national.

Recommandation : Mettre fin à l'impunité en renforçant la Commission Africaine et en ratifiant la création de la Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Populations.

- Les gouvernements africains devraient accélérer la ratification d'une Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Populations et prendre les mesures nécessaires pour qu'elle soit pleinement fonctionnelle d'ici à deux ans.
- Les dirigeants africains, avec le soutien des gouvernements des pays du Nord devraient renforcer la Commission Africaine des Droits de l'Homme telle que prévue par l'Union Africaine, ce qui inclurait l'augmentation du financement destiné à sa mise en place et à son fonctionnement, la nomination de hauts fonctionnaires indépendants et impartiaux et l'obligation pour tous les états africains membres de soumettre à temps les rapports prévus.
- Tous les gouvernements, gouvernements africains y compris, devraient dès que possible ratifier le statut de la Cour Pénale Internationale et l'instaurer avec le soutien du plus grand nombre possible de gouvernements. Il est impératif de veiller à ce que la poursuite judiciaire des actes de violence envers les femmes fasse partie du mandat de cette cour.
- Les gouvernements africains devraient soutenir la participation de la population et de la société civile à toutes les résolutions post-confliktuelles, ceci dans le but de garantir que ce sont bien les hommes et les femmes qui ont souffert qui décident s'il faut ou non poursuivre les criminels de guerre en justice.
- Les bailleurs de fonds doivent investir pour aider à la réforme et au développement de l'administration civile des états africains, y compris des services de maintien de l'ordre et du système judiciaire.

Corruption et trafic d'influence

La culture de l'impunité qui est croissante est encore renforcée par l'omniprésence de la corruption. La corruption, définie très simplement est le mauvais usage d'un pouvoir conféré à des fins privées. Il ne s'agit pas d'un phénomène nouveau ni spécifique à l'Afrique. Il faut bien entendu s'attaquer à la corruption sur tous les continents, mais le besoin est d'autant plus pressant en Afrique en raison des opportunités perdues en terme d'investissements détournés et des coûts humains inacceptables en terme de souffrance et d'appauvrissement. En 2001, l'Index sur la Perception de la Corruption publié par Transparency International indiquait un niveau élevé de corruption pour de nombreux états africains. Le Nigeria, l'Ouganda, le Kenya et la Tanzanie y étaient cités parmi les pays les plus corrompus.

Alors que la mondialisation s'accélérait dans les années 90, de nombreux états africains déjà affaiblis par des décades de pouvoir non démocratique et de politiques d'aide irresponsables ainsi que par la dette et la politique d'ajustement structurel, se sont adaptés aux changements de l'économie mondiale d'une manière qui a favorisé les intérêts de certains groupes puissants plutôt que ceux des populations pauvres. En conséquence, la corruption a envahit de nombreux domaines de la vie courante. La corruption n'a pas surgi en Afrique au moment où les états sont devenus indépendants. Des études font état d'un manque flagrant de responsabilisation et de transparence durant la période d'administration coloniale qui a été transmis aux gouvernements africains indépendants. Nombreuses sont les administrations coloniales qui ont favorisé des groupes spécifiques ou des individus par rapport à d'autres et ont de cette manière, enraciné un système de privilèges.

La culture de la corruption économique et financière est insidieuse et corrosive. Le trafic illégal de personnes (principalement des femmes), d'armes, de narcotiques et de ressources naturelles enrichit certains individus et dépouille l'état de revenus pourtant bien nécessaires. Il a été démontré de manière certaine que la corruption en Afrique alimente les guerres et engendre des souffrances généralisées. Elle a créé un climat dans lequel le progrès vers une réduction de la pauvreté a été partiellement, et parfois même totalement bloqué.

L'échelle en matière de corruption est vaste, elle s'étend des agissements de certains dirigeants africains, au milieu des affaires et va jusqu'à la corruption quotidienne qui n'est souvent qu'une stratégie de survie destinée à pallier la pénurie des systèmes sociaux. Dans cet ordre d'idée, c'est la corruption au niveau des responsables qui a une signification plus importante et un impact beaucoup plus grand. Ce type de corruption place un fardeau insurmontable sur des sociétés entières, plus particulièrement sur ses tranches les plus vulnérables en enrichissant une minorité aux dépens de la majorité. La corruption a contribué à l'accumulation d'une dette publique

paralysante, à l'érosion des structures sociales et à la destruction des services publics. Dans les cas les plus extrêmes, la corruption a conduit au crime, à la violence armée et a engendré des crises humanitaires.

Tout effort sérieux et concerté pour combattre la corruption doit tout d'abord et par-dessus tout compter avec l'engagement sans équivoque des dirigeants politiques. Cet engagement doit aller au-delà des mots. Les dirigeants africains ne peuvent pas s'attendre à être récompensés pour des efforts dépourvus de signification. Par exemple, en dépit d'une rhétorique effusive sur la lutte contre la corruption de la part du gouvernement kenyan, la Haute Cour du Kenya en décembre 2000 avait prononcé l'inconstitutionnalité de la Kenya Anti-Corruption Authority - instance kenyane chargée de la lutte contre la corruption. En Afrique du Sud, c'est un ordre émanant de la commission constitutionnelle qui avait écarté la participation à une enquête de haut niveau, du Chef de l'Unité Spéciale d'Investigation dont le mandat était de tester la corruption.

Les entreprises commerciales qui opèrent en Afrique doivent également se préoccuper de ce problème. La corruption est étroitement liée aux économies de guerre mentionnées plus haut. Dans les industries d'extraction, le 'paiement d'un bonus à la signature' est une pratique utilisée par les compagnies pour effectuer de grosses avances au comptant pour pouvoir participer à un appel d'offre sur une concession. Même si ces avances sont légales, elles manquent souvent de transparence, il est difficile voire impossibles de tracer les sommes concernées qui sont très rarement utilisées par les gouvernements pour diminuer la pauvreté. Il existe, à l'heure actuelle un mouvement qui, au travers de la Global Reporting Initiative (Initiative Mondiale de Compte Rendu) et d'autres tentatives non gouvernementales, cherche à encourager les compagnies à appliquer une plus grande transparence dans leurs opérations.

Les gouvernements ne peuvent pas espérer maîtriser la corruption de manière isolée. Dans cette lutte, ils doivent pouvoir compter sur le soutien et la participation d'une société civile active mais indépendante. Les campagnes anti-corruption ne peuvent aboutir qu'avec le soutien du public. Toute mesure sérieuse visant à résoudre le problème de la corruption devra donc s'appuyer sur des initiatives émanant de la société civile africaine.

Recommandations : attaquer la corruption et le trafic d'influence, tant au niveau national qu'international.

- La Convention de l'OECD de 1998 sur le Trafic d'Influence devrait être adoptée avec force de loi par tous les gouvernements de l'OECD.
- La convention des Nations Unies sur la corruption, qui est en cours d'élaboration devrait être rapidement instituée et ratifiée par tous les

membres des Nations Unies, elle devrait inclure le trafic d'influence sous sa juridiction.

- Les gouvernements africains devraient renforcer la participation des institutions issues de la société civile, particulièrement les médias pour lutter contre la corruption et combattre le problème du trafic d'influence au niveau où les gens ordinaires en souffrent le plus.
- L'Union Africaine devrait concentrer ses efforts pour trouver de nouvelles mesures destinées à combattre la corruption. Soutien financier et expertise technique sont nécessaires pour aider les gouvernements africains à imposer transparence et sens de la responsabilité à toutes les opérations gouvernementales et plus spécifiquement à renforcer la sécurité et l'indépendance des systèmes juridiques nationaux.
- Les gouvernements africains devraient prévoir, au niveau de leur politique nationale, une approche beaucoup plus draconienne et inclure la lutte contre la corruption dans le cadre d'un processus de PRSP lorsqu'il existe. Les législations nationales anti-corruption doivent être renforcées.

Epidémie du VIH/Sida

C'est très probablement le Sida qui est la menace la plus sérieuse à laquelle l'Afrique fait face aujourd'hui. En 1998, les conflits ont tué 200 000 personnes et le Sida en a tué plus de dix fois plus. Depuis le début de l'épidémie, 16,3 millions de personnes sont mortes de cette maladie, dont la grande majorité vivait en Afrique¹³. A la fin de l'année 2001 on comptait que 28 millions d'adultes et d'enfants vivant sur le continent étaient atteints du VIH ou du Sida. On estime, qu'en Afrique toutes les 25 secondes une personne de plus est contaminée par le VIH ou le Sida. Dans la seule année 2001, il est estimé que 3,5 millions de nouvelles infections ont eu lieu dans la région¹⁴. Le taux de prévalence du virus pour l'Afrique sub-saharienne est estimé à 8,4 pour cent de la population adulte comparé à un taux global mondial de 1,2 pour cent¹⁵. Il est très probable que les statistiques réelles sont encore pires car il est pratiquement impossible d'obtenir des informations fiables concernant les taux de prévalence du VIH dans les pays en guerre. L'ampleur de la crise du Sida a de loin dépassé les pronostics les plus dramatiques d'il y a dix ans.

Les effets de cette épidémie massive du Sida sont énormes et omniprésents. On lui attribue déjà, une baisse de 2 à 4 pour cent du taux de croissance économique national moyen sur l'ensemble des pays africains¹⁶. Il s'agit certainement du handicap le plus significatif par rapport à l'atteinte des Objectifs de Développement du Millénaire fixés pour 2015.

Les effets sur les populations sont sérieux. L’Afrique est le seul continent où le taux d’infection est plus élevé pour les femmes que pour les hommes. Les jeunes filles font partie de la population à plus fort risque, en partie du fait de la recrudescence des violences sexuelles comme le viol, mais aussi à cause de la prévalence de la dominance des hommes sur les femmes.

C’est la tranche d’âge la plus productive, celle de 20 à 50 ans qui est la plus affectée. La productivité est en chute et un poids de travail accru pèse sur les jeunes sans expérience et sur les personnes âgées. Les familles tentent de s’en sortir en réduisant leur consommation alimentaire et en vendant des biens de production pour pouvoir faire face aux frais médicaux. Les femmes et les jeunes filles sont particulièrement sujettes aux atteintes du VIH et elles sont également plus vulnérables aux effets de la maladie et à la mort. Les enfants doivent quitter l’école pour s’occuper de leurs parents, pour gagner de l’argent et pour apporter de la nourriture sur la table familiale. Une telle situation tend à faire peser une pression particulièrement forte sur les filles, qui va parfois même jusqu’à leur imposer de se prostituer ou d’accepter de se marier à un très jeune âge. Une fois qu’ils ont quitté l’école, il est très rare que les enfants y retournent ce qui a pour effet de limiter leurs compétences et de réduire leurs chances de trouver un emploi ou de pouvoir travailler à leur compte.

A mesure que de plus nombreuses personnes sont atteintes, les effets se propagent à travers la société et atteignent des secteurs entiers de l’économie. Il est très probable qu’en Zambie, le nombre d’enseignants morts du Sida dépasse chaque année le nombre de ceux qui sortent nouvellement diplômés des institutions de formation¹⁷. La productivité agricole est mise en danger entraînant une diminution de la nourriture, des revenus et des échanges avec l’extérieur. Les services de santé chargés de faire face à cette crise sont en train de s’effondrer : la demande en matière de soins médicaux s’intensifie alors que les capacités pour y répondre diminuent parce que de nombreux membres du personnel médical et paramédical tombent malade et meurent eux aussi. Les programmes destinés à remplacer le personnel médical sont cruciaux. Malgré cela, des pays riches comme l’Australie, le Canada, les Etats-Unis et le Royaume Uni ont entrepris une politique active de recrutement qui tend à débaucher à leur profit du personnel médical de pays fortement touchés comme le Zimbabwe et l’Afrique du Sud.

Il y a cependant des signes d’espoir. Les nouveaux taux d’infection parmi les jeunes filles entre 15 et 19 ans de Lusaka en Zambie et Masaka en Ouganda, semblent avoir baissés de moitié¹⁸. Des secteurs de plus en plus nombreux de la société civile sud africaine font pression sur le gouvernement pour qu’il reconnaisse l’épidémie et s’y attaque. Certaines entreprises, plus particulièrement des compagnies minières qui historiquement avaient contribué à la propagation de l’épidémie en établissant des systèmes d’exploitation basés sur une force de travail migrante où les hommes se

trouvaient séparés de leur famille, ouvrent le chemin et mettent sur pied des solutions pratiques pour essayer de minimiser la transmission, fournir des traitements médicaux, et réduire l'impact de l'épidémie. En 2001, les dirigeants africains et la société civile ont avec beaucoup de succès réussi à faire reconnaître l'urgence d'une réponse face au VIH et au Sida. Lors du sommet de l'Organisation Mondiale du Commerce à Doha au Qatar, les pays développés ont été obligés d'admettre la nécessité de donner priorité à la santé publique par rapport à une attitude rigide de protection des patentes commerciales.

Certains dirigeants africains ont organisé de grosses campagnes publiques pour développer une meilleure prise de conscience et trouver des solutions au problème, c'est le cas plus particulièrement de l'Ouganda, du Sénégal et du Botswana. Le sommet de l'OUA sur le Sida qui s'est tenu à Abuja en avril 2001, s'est attaqué à certains des problèmes les plus sérieux posés par le virus, et a conclu que traitement et prévention étaient indispensables dans la lutte contre le Sida. Cependant, d'autres dirigeants africains ont virtuellement ignoré l'épidémie ou on agit d'une manière qui a contribué à accroître le problème.

L'épidémie de VIH/Sida vient encore affaiblir les capacités de la société africaine à confronter les énormes difficultés qui sont déjà les siennes. Les conflits déplacent des centaines de milliers de personnes et augmentent ainsi les risques de violence sexuelle et la dépendance économique des femmes et des enfants, ce qui a pour effet à son tour d'augmenter leur susceptibilité à contracter le sida et les rend plus vulnérables en cas de mauvaise santé. La corruption affaiblit les efforts destinés à procurer des services de base efficace comme la mise à disposition d'informations et de conseils qui pourraient éviter la propagation de l'épidémie ou la prolifération des maladies secondaires.

L'épidémie de VIH/Sida est une énorme tragédie humaine pour l'Afrique dont les conséquences au niveau de la sécurité, de l'économie et de la politique sont majeures.

Il faudra réussir à mobiliser un mouvement opérationnel et politique de grande ampleur pour pouvoir livrer une bataille sérieuse contre l'épidémie de VIH/Sida. Il est essentiel de pouvoir compter sur la volonté de la classe politique à reconnaître l'échelle du problème et à adopter des mesures qui placent la problématique VIH/Sida au centre de tout ordre du jour touchant au développement. Sur le plan opérationnel, il faudra des fonds. Le Fond Mondial de la Santé estime qu'il ne disposera que de 10 pour cent des fonds estimés nécessaires à la lutte contre le VIH/Sida. Malgré les discours enflammés et les promesses de certains gouvernements africains et de certains pays donateurs, les fonds ne suivent pas les mots.

Recommandation : il faut déclarer la 'Guerre au Sida' par une augmentation immédiate des fonds disponibles

- Prendre un engagement ferme de financer les 10 milliards de dollars US du Fond Mondial de Lutte contre le SIDA, la tuberculose et la malaria, et garantir que le Fond utilise, tout en s'assurant de leur qualité, les médicaments les moins coûteux, y compris des médicaments génériques, disponibles sur le marché.
- Les gouvernements africains devraient renforcer les capacités institutionnelles permettant de répondre à l'épidémie du VIH/Sida pour en diminuer l'impacte directe sur les familles, les femmes et les jeunes. Des mesures drastiques, basées sur des campagnes d'éducation publique et des réseaux de soutien, devraient être entreprises pour essayer de contrebalancer l'impact de l'épidémie sur la croissance économique nationale.
- Les dirigeants du monde entier devraient honorer l'engagement pris lors de la Déclaration des Nations Unies de juin 2001, de s'attaquer plus particulièrement aux problèmes posés par le VIH/Sida et les conflits, mais pas seulement en terme de simple assistance humanitaire aux populations affectées ou déplacées.
- La communauté des bailleurs de fonds et les gouvernements africains devraient s'assurer que l'élément VIH/Sida est dûment pris en compte dans le cadre de tous les programmes de développement, et garantir que des fonds en quantité suffisante pour y pallier sont prévus dans les budgets.

Soutien international inadéquat

Il est absolument ahurissant de constater que l'assistance extérieure est en déclin face à la magnitude des problèmes qui confrontent l'Afrique aujourd'hui.

Déclin de l'aide

Dans les dernières années les pays riches ont dramatiquement diminué le niveau de leur aide au développement à l'intention de l'Afrique : entre 1990 et 1999, cette aide a diminué de plus de 40 pour cent. L'aide consacrée à l'Afrique sub-saharienne a baissé de 34 à 40 dollars US per capita dans la seconde moitié des années 90, alors que le PIB dans les pays de l'OCDE avait augmenté de 16 000 à 20 000 dollars US per capita.

En 1970, les Nations Unies et de nombreux autres bailleurs de fonds s'étaient mis d'accord pour consacrer 0,7 pour cent de leur produit national brut (PNB) pour l'Overseas Development Assistance (ODA) ou Assistance

au Développement à l'Étranger. Cependant l'ODA procurée en 2000 par les 22 membres du Comité d'Assistance au Développement de l'OECD n'avait atteint qu'une moyenne de 0,22 pour cent du PNB. Si tous les gouvernements de l'OECD dépensaient réellement 0,7 pour cent de leur PNB pour l'assistance au développement, alors le supplément d'aide atteindrait 114 milliards de dollars US de plus.

Les économies les plus puissantes du monde – le Groupe des Sept – ont montré le mauvais exemple. En terme d'aide per capita, seul le Japon dépensait plus à la fin des années 90 qu'au début de la décennie. Des pays comme les États-Unis, le Canada, l'Italie et l'Allemagne ont diminué leur aide per capita d'au moins un tiers ou plus. Les États-Unis, l'économie la plus riche du monde, ne consacrent que 0,1 pour cent de leur PIB à l'aide, ce qui est moins que la moitié de la moyenne des pays de l'OECD. Si on compare les chiffres de l'aide par rapport à ceux des dépenses militaires, le contraste est encore plus flagrant. Le total de l'aide humanitaire destinée à l'Afrique en 2000, était inférieur à 2 milliards de dollars US, de plus une grande partie de ces fonds avaient été très injustement répartis. Par ailleurs, les dépenses militaires mondiales pour la même année, plus de dix ans après la fin de la guerre froide, étaient de 798 milliards de dollars US.

Lors de l'Assemblée Générale des Nations Unies en 2000, les gouvernements du monde entier s'étaient engagés à éradiquer la pauvreté extrême, à réduire la mortalité infantile et à accroître les chances en terme d'éducation. Des cibles ambitieuses concernant le développement humain – les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) – avaient été fixées. Au vu des tendances actuelles, aucun des ODM ne sera rempli et de loin. La région la plus en retard par rapport à ces objectifs est l'Afrique sub-saharienne. Bien qu'il soit difficile de chiffrer avec exactitude quels seraient les besoins pour atteindre les ODM, Oxfam estime qu'environ 100 milliards de dollars US supplémentaires seraient nécessaires chaque année – il s'agit d'un chiffre élevé, certes, mais dont le monde a les moyens¹⁹. Par rapport à cette somme, la part de l'Afrique devrait être de 40 milliards de dollars US. A titre de comparaison dans le cadre des pays de l'OECD cette somme représente l'équivalent de six semaines de subventions qui sont actuellement allouées à des agriculteurs aux revenus déjà relativement élevés et à des compagnies qui commercialisent des produits agricoles.

L'aide a été souvent distribuée de manière très inégale. Ceci est particulièrement vrai dans le cas des interventions humanitaires où, selon le droit international, les populations dans le besoin bénéficient du même statut et du même droit à l'assistance quel que soit l'endroit où elles se trouvent. En 1999, les gouvernements donateurs ont attribué 207 dollars US par personne pour répondre à l'appel des Nations Unies pour l'ex-Yougoslavie, mais seulement 16 dollars US par personne pour le Sierra Leone et 8 dollars US par personne pour la RDC. Les chiffres sont révélateurs et illustrent l'approche 'deux poids deux mesures' adoptée par la

communauté internationale selon les cas d'urgence humanitaire. L'aide est facile à obtenir pour les victimes de guerres qui font la une des médias ou pour des pays qui ont un intérêt stratégique pour les gouvernements de l'Ouest. Mais la plupart des désastres humanitaires, et cela est certainement vrai pour ceux qui se déroulent en Afrique sub-saharienne, sont à juste titre qualifiés 'd'urgences oubliées'.

L'aide destinée au développement n'a pas toujours été bien utilisée. Elle a parfois contribué à maintenir au pouvoir des gouvernements corrompus ou a été engloutie dans de mauvais projets. Cependant et malgré sa mauvaise réputation, l'assistance officielle pour le développement a joué un rôle crucial dans le soutien au développement humain. Elle a joué un rôle vital pour financer un accès à des services de base. Dans le cas de l'Ouganda, par exemple les taux de scolarisation ont augmenté de 54 à 80 pour cent entre 1996 et 1998 après que les frais d'inscription scolaire ont été progressivement annulés.

Dans les pays où les gouvernements mettent en œuvre de bonnes stratégies de réduction de la pauvreté, l'aide est extrêmement rentable. Ce changement d'environnement est symbolisé par l'adoption de Poverty Reduction Strategy Papers (PRSP, documents stratégiques pour la réduction de la pauvreté), qui ont pour but de renforcer la prise en charge et d'élargir la représentativité de la société civile lors de la fixation des priorités pour les dépenses publiques. Les PRSP peuvent présenter de sérieux problèmes. La consultation avec la société civile a eu des effets mitigés et dans certains cas, les gouvernements et parfois le FMI ont imposé des calendriers tels qu'ils excluaient la possibilité d'une concertation effective. Malgré ces inconvénients, le cadre de travail fourni par les PRSP constitue tout de même un pas important dans la bonne direction. Certains résultats positifs importants ont tout de même été enregistrés malgré une performance d'ensemble inégale. Au Ghana, c'est l'influence de la société civile à travers le processus de PRSP qui a, par exemple permis de concentrer l'attention sur les zones les plus appauvries du Nord du pays, et en Ethiopie c'est ce processus qui a permis d'élaborer des stratégies pour améliorer l'éducation primaire, principalement en réduisant la discrimination sexuelle.

L'aide ne devrait pas être apportée de manière aveugle, et les bailleurs de fonds ne devraient pas nécessairement assumer que soutenir les secteurs de développement humain entraîne automatiquement de bons modes de gouvernement. Par le passé, l'efficacité de l'aide a été compromise par de mauvaises décisions politiques, tant de la part de certains bailleurs de fonds que de certains gouvernements africains corrompus. Les gouvernements des pays du Nord et ceux des pays africains doivent entreprendre des réformes pour réaliser de réels progrès. De nombreux gouvernements de pays en voie de développement n'ont pas encore modifié leurs priorités budgétaires ou le font trop lentement. Des problèmes profondément enracinés tels que corruption, dépenses militaires excessives, et un penchant à favoriser des

services qui ne sont que très peu utilisés par les populations pauvres comme l'enseignement supérieur et la médecine curative, perdurent. Malgré leur rhétorique, certains bailleurs de fonds doivent encore résoudre de nombreux et sérieux problèmes en matière de qualité de leur aide. Ils doivent par exemple, résoudre des problèmes variés liés au financement inadéquat de l'éducation, au manque de coordination entre bailleurs de fonds, aux conditionnalités politiques inappropriées, aux restrictions et aux priorités géopolitiques ingérables. L'aide devient particulièrement problématique lorsque les bénéficiaires sont engagés dans un conflit, plus particulièrement lorsque des fonds destinés au soutien du budget risquent d'être utilisés à des fins autres que la réduction de la pauvreté.

Commerce injuste

La position de l'Afrique est particulièrement défavorable en ce qui concerne le commerce. Les gouvernements des pays du Nord, excluent l'Afrique des marchés mondiaux et se débarrassent de leurs surplus subventionnés sur les marchés africains aux dépens de la production locale qui en ressort affaiblie. Dans le même temps, les pays africains sont contraints par les conditions imposées par le FMI d'ouvrir leurs propres marchés à une vitesse dangereuse. Le directeur du FMI, Horst Koehler, faisait remarquer en janvier, que 'les pays riches continuent encore à dépenser des centaines de milliards de dollars en subventions dans des secteurs comme l'agriculture, l'industrie alimentaire, le textile, l'habillement et les industries légères, où les pays en voie de développement bénéficient d'un avantage comparatif indubitable²⁰.

La part de l'Afrique dans le commerce mondial est tombée de plus de 3 pour cent en 1950 à seulement 1,2 pour cent (Afrique du Sud exceptée) vers le milieu des années 90. Dans les dix dernières années, le commerce mondial des matières premières a subi une croissance d'à peine un tiers face au commerce des denrées manufacturées. Les pays dont l'économie dépend des matières premières se trouvent à la traîne. Cette dépendance est encore plus accusée pour les pays de l'Afrique sub-saharienne, où 17 pays dépendent de matières premières (pétrole excepté) pour au moins trois quarts ou plus de leurs revenus d'exportation. Dans de nombreux cas, une part importante des revenus d'exportation sont dérivés d'un groupe réduit de produits. Le café à lui seul représente 60% des exportations de l'Ethiopie, le coton représente environ la moitié des exportations du Burkina Faso et le cacao presque un quart des exportations du Ghana. Lorsque les cours des matières premières s'effondrent, les effets peuvent être dévastateurs sur certains pays. C'est le cas de l'Ethiopie, par exemple, où une diminution de la production combinée à une diminution des prix, a entraîné un effondrement des revenus d'exportation provenant du café qui sont passés en juste une année de 257 à 176 millions de dollars US.

Les investissements commerciaux sont essentiels au développement de l'Afrique. Cependant les investissements privés ont souvent eut pour conséquence d'exacerber les conflits plutôt que réduire la pauvreté, comme le démontre la croissance des économies de guerre. Un pourcentage élevé des investissements étrangers est concentré dans le secteur de l'extraction. Un rapport publié en janvier 2002 par la Commission International du Commerce montre une augmentation significative des exportations africaines à destination des Etats-Unis, mais ce sont le pétrole et d'autres matières liées à la production d'énergie²¹ qui constituent la plus grosse part de ces exportations et de très loin. Bien que ce type de commerce soit en principe légitime, une grande proportion échappe à tout contrôle et est contraire à l'éthique, et comme vu plus haut, peut avoir des effets dévastateurs sur l'économie locale et le respect des droits de l'homme. Il ne faut pas interdire les investissements commerciaux en Afrique, mais ils devraient être réglementés de manière à ce qu'ils bénéficient principalement aux communautés locales et constituent un facteur positif de développement.

Une remise plus importante de la dette

L'initiative prise par le groupe des Pays Pauvres très Fortement Endettés (PPFE) a constitué un pas en avant important vers une gestion raisonnable de la dette. Les chiffres qui font la une, prêtent cependant à confusion. Le total de la remise des intérêts de la dette pour 23 pays couverts par le PPFE vers mi 2000, représentait 34 milliards de dollars US. Mais 15 des pays concernés dépensaient encore plus de 10 pour cent des revenus gouvernementaux pour payer les intérêts de la dette. Pour plus de la moitié de ces pays, les dépenses engagées au remboursement de la dette restaient encore supérieures au budget de l'éducation primaire ; deux tiers dépensaient plus pour payer la dette que pour les services de santé. Dans le cas de la Zambie, un pays où les taux d'analphabétisme et de mortalité infantile sont en augmentation, presque un quart du budget gouvernemental est toujours consacré au remboursement de la dette, même après la remise effectuée sous l'impulsion des PPFE.

Malgré les assertions des créanciers qui considèrent que l'initiative des PPFE est un succès, le FMI estime que les remboursements des intérêts de la dette africaine ne baisseront pas en dessous de 17,1 pour cent des revenus d'exportations pour 2001 (en baisse par rapport au chiffre de 1999 qui était de 20,3 pour cent), avant de remonter à 18,4 pour cent en 2002²². Un tel taux de remboursement représente encore un poids économique écrasant. C'est une dure réalité que les dirigeants africains et ceux qui font campagne pour la remise de la dette ne cessent de faire remarquer. La majeure partie de cette dette est due à la Banque Mondiale et au FMI, tous deux des organismes qui ont pour mandat de combattre la pauvreté. Ni l'une ni l'autre de ces institutions, ni les pays créanciers les plus riches ne semblent

indiquer une volonté de poursuivre la réforme des programmes de PPFÉ au-delà d'ajustements marginaux.

Recommandation : augmenter l'aide à l'Afrique, plus particulièrement dans le domaine de l'éducation et renforcer les mesures d'allègement de la dette.

- Pour pouvoir atteindre les objectifs fixés en terme de développement, la communauté internationale des bailleurs de fonds devrait augmenter son budget d'aide à l'Afrique de 40 milliards de dollars US par an. Cette somme représente approximativement l'équivalent de six semaines de subventions versées aux agriculteurs dans les pays de l'OECD.
- Les membres du G8 et les dirigeants africains doivent démontrer l'efficacité de leur aide et la force de leur partenariat en investissant dans l'éducation ; les bailleurs de fonds doivent augmenter leur contribution dans le domaine de l'éducation de 4 milliards de dollars US par an. Les bailleurs de fonds doivent s'assurer qu'aucune stratégie nationale destinée à garantir un accès universel à un système éducatif de bonne qualité ne sera mise en échec par faute de moyens. Pour ce faire la mise en place d'une initiative mondiale sur l'éducation est préconisée. La communauté internationale dans son ensemble devrait prendre l'engagement d'assurer l'abolition des frais de scolarité dans les trois ans et plus spécifiquement d'assurer la prise en charge des déficits budgétaires qui en résulteraient.
- Les gouvernements africains qui démontrent une ferme intention de réduire la pauvreté devraient bénéficier d'une remise plus importante de leur dette. C'est une mesure qui devrait être basée sur les propositions avancées par les gouvernements africains dans l'Initiative du NEPAD et qui lie la remise de la dette aux dépenses effectuées par les états pour réduire la pauvreté.
- En accord avec l'initiative de l'HIPC, les organes créditeurs devraient étendre la remise de la dette pour assurer que son remboursement ne compromet pas le financement des Objectifs de Développement du Millénaire et qu'aucun gouvernement ne consacre plus de 10 pour cent de ses revenus pour en payer les intérêts.
- La réponse internationale face aux crises humanitaires devrait être déterminée par les besoins et non pas par des intérêts stratégiques et l'ampleur de la couverture médiatique. Les bailleurs de fonds devraient trouver une formule effective leur permettant de partager leur responsabilité face aux besoins humanitaires mondiaux et ce en accord avec leur richesse respective.

Recommandation : Améliorer les conditions commerciales imposées à l'Afrique

- Les pays du G8 devraient montrer la voix et ouvrir leurs marchés à tous les produits en provenance des pays africains. Ils devraient se mettre d'accord sur un calendrier pour l'élimination des subventions à l'exportation et la restructuration des subventions agricoles dans le but de favoriser des objectifs sociaux et environnementaux plutôt qu'une augmentation de la production.
- Il faudrait mettre fin à l'imposition de conditionnalités liées aux programmes du FMI et de la Banque Mondiale qui obligent les pays pauvres à une libéralisation trop rapide de leurs marchés sans en considérer l'impact sur les populations pauvres.
- Il faudrait encourager la création d'une institution internationale des matières premières, chargée de mettre fin à la crise des prix et capable de promouvoir efficacement la diversification et de gérer les surplus.
- Les bailleurs de fonds doivent travailler ensemble pour obtenir un accord avec les compagnies sur la fixation des prix. Ils devraient réformer l'accord sur les TRIPS dans le but de renforcer les mécanismes existants de protection de la santé publique et instaurer des périodes étendues de transition pour les pays pauvres. De plus, ils devraient soutenir activement la proposition de suspendre les restrictions imposées par les TRIPS sur les exportations de produits pharmaceutiques vers les pays africains qui ont une capacité industrielle insuffisante pour produire eux-mêmes des médicaments.

Un avenir optimiste

L'avenir est-il optimiste? Au cours de l'année écoulée, la gravité de la situation en Afrique a suscité une recrudescence d'attention et il existe sans aucun doute des signes positifs. De plus en plus les Africains demandent des comptes à leurs gouvernements : ils exigent que des changements aient lieu de manière pressante et ils veulent une participation plus importante. Les médias locaux et régionaux commentent d'une manière beaucoup plus ouverte et libre, tous les problèmes politiques même les plus controversés, parfois au prix de risques énormes. Des groupes de femmes et d'autres réseaux de défense ont réussi à faire reconnaître l'existence de problèmes comme les mutilations génitales infligées aux femmes, la violence domestique et le viol. Des organisations non gouvernementales locales font pression sur leur gouvernement respectif pour qu'ils combattent le VIH et le Sida et augmentent les possibilités d'accès à la santé en matière de reproduction. En 2001, une alliance d'activistes a forcé les compagnies

pharmaceutiques multinationales à renoncer à contester en justice le droit de l'Afrique du Sud à se fournir en médicaments à des prix raisonnables. Au niveau local, des tentatives de plus en plus nombreuses de renforcement de la paix et de résolution des conflits se font jour partout en Afrique. Les gouvernements prennent tacitement part à ces mouvements sociaux. En Ouganda par exemple, un exercice d'Évaluation Participative de la Pauvreté (Participatory Poverty Assessment) a permis à la société civile de s'impliquer dans l'élaboration, la mise en place et l'évaluation d'un Plan Stratégique de Réduction de la Pauvreté (Poverty Reduction Strategy Plan - PRSP).

Plus significatif encore, le fait que les gouvernements africains aient reconnu la nécessité d'une action concertée et ont fait preuve d'une volonté politique toute nouvelle pour y parvenir. En juillet 2001, ils ont transformé l'Organisation de l'Unité Africaine et ont créé une structure nouvelle beaucoup plus ambitieuse, l'Union Africaine, dans le but d'insuffler une énergie nouvelle permettant d'agir collectivement au niveau de l'ensemble du continent.

La création du NEPAD, un Partenariat Nouveau pour le Développement en Afrique, est une autre initiative clé prise par les dirigeants africains et approuvée par l'Union Africaine. Ce partenariat avance l'idée que le futur de l'Afrique se trouve entre ses propres mains. Il demande que s'instaure une relation nouvelle entre l'Afrique et la communauté internationale basée sur un engagement d'adhérer à de bons modes de gouvernement, à la démocratie et au respect des droits de l'homme. Dans le même temps, les dirigeants africains vont chercher à éviter et résoudre les conflits et l'instabilité, et de cette manière créer les conditions nécessaires aux investissements, à la croissance et au développement. L'analyse prônée par le NEPAD reconnaît que la réalité africaine ne peut pas être appréhendée sans une compréhension préalable de l'héritage historique du continent et de son interaction avec le reste du monde.

L'avantage de NEPAD dérive directement de ses origines et de son statut en tant qu'institution régionale enracinée dans les démocraties africaines²³. Ce sont les Africains qui doivent sortir l'Afrique de la pauvreté. Les politiques et les programmes les plus efficaces sont ceux basés sur des processus internes de consultation et de prises de décisions légitimes. Ce sont des processus qui exigent de bons modes de gouvernement, un état qui fonctionne et dispose d'institutions efficaces, une gestion saine de l'économie et une participation de tous les secteurs de la société²⁴. Les gouvernements africains peuvent et doivent fournir des efforts plus importants pour impliquer la société civile dans les modes de gouvernement, plus particulièrement en ce qui concerne NEPAD qui jusqu'ici peut être considéré comme une approche plutôt orientée du haut vers le bas.

Au niveau international il semble qu'une plus grande volonté d'aider à résoudre la crise de l'Afrique soit en train d'émerger. Il n'est pas encore certain que cette volonté mène au changement de volonté politique drastique qui est nécessaire. L'initiative du NEPAD a été bien accueillie par les principaux acteurs du développement en Afrique, y compris le G8, l'Union Européenne, les Nations Unies et la Banque Mondiale. Les bailleurs de fonds internationaux semblent être d'accord sur le fait que les problèmes africains sont uniques et qu'ils nécessitent des accommodements spéciaux dans toute une série de domaines touchant au développement. Ils ont applaudi la manière dont les gouvernements africains ont décidé de s'approprier le processus de développement et s'en sont responsabilisés, et ils ont promis de les soutenir dans cette voie.

Depuis septembre 2001, le contexte politique des activités internationales et les perspectives de résolution de certaines injustices sous-jacentes et chroniques qui continuent à mettre en danger la sécurité mondiale ont changé. Pratiquement tous les dirigeants du monde ont établi un lien entre les actes de terrorisme du 11 septembre et la crise qui secoue le monde, la pauvreté, l'inégalité, l'impuissance diplomatique et la persistance des besoins humanitaires. La crise sécuritaire mondiale a été reliée à la crise de la mondialisation : l'effet d'exclusion qui découle de l'orientation politique internationale actuelle a amené une polarisation et un taux de frustration extrême dans de nombreux endroits du monde. Cette analyse a engendré des propositions ambitieuses destinées à radicalement déplacer les schémas de la mondialisation et à les orienter à l'avantage des pauvres pour créer une approche de développement plus juste et plus inclusive.

Ces bonnes intentions n'ont cependant pas été suivies par une activité politique intense ni par l'allocation de nouvelles ressources. Le monde n'a rien vu ou pas grand-chose, des ressources qui avaient été promises pour construire les bases de cette paix et de cette sécurité durable que de nombreux dirigeants avaient déclaré vouloir instaurer.

Il est absolument nécessaire d'attaquer les causes profondes des conflits et de l'insécurité, l'Afghanistan en est une preuve. Il n'est pas envisageable sur le long terme de voir perdurer une situation où des millions de personnes se trouvent exclues et privées de toute opportunité, où une partie du monde s'enrichit pendant que le reste sombre dans une misère de plus en plus profonde. Ces problèmes ne vont pas disparaître et leurs conséquences ne peuvent que s'amplifier si des solutions systématiques et définitives ne sont pas trouvées²⁵.

Prendre les mesures nécessaires pour résoudre ces causes fondamentales ne répond pas seulement à un impératif moral ; il s'agit également de garantir la sécurité de la communauté internationale. Il est grand temps que la mondialisation serve les intérêts des plus pauvres. Il est temps également de

mettre en marche une série de réformes politiques interconnectées qui sont au centre de la sécurité mondiale. Au cours de cette année, un certain nombre de réunions clés fourniront l'opportunité de discuter et de résoudre les problèmes spécifiques à l'Afrique : la réunion de printemps du FMI, celle de la Banque Mondiale en avril, la réunion du G8 au Canada en juin, le sommet inaugural de l'Union Africaine en Juillet, et le Sommet Mondial pour le Développement Durable en août.

Recommandation : Soutenir l'initiative du NEPAD au travers d'un engagement politique et une consultation accrue avec la société civile.

- Les dirigeants africains et les bailleurs de fonds internationaux doivent garantir un mode de gouvernement légitime, participatif et inclusif en s'impliquant dans un dialogue avec la société civile sur les objectifs, les stratégies et les mécanismes de contrôle de NEPAD.
- Les gouvernements des pays du Nord, plus particulièrement ceux du G8 doivent soutenir l'initiative du NEPAD au travers d'un plan d'action concret et un réel engagement de financement.
- Les gouvernements donateurs et les gouvernements africains doivent créer un organisme indépendant de contrôle et d'évaluation, tel que proposé dans l'initiative de NEPAD, chargé d'apprécier la performance des donateurs en Afrique.

Recommandation : Améliorer la responsabilisation des états africains au travers d'un engagement plus profond envers la société civile.

- L'Union Africaine devrait élaborer une approche systématique lui permettant de s'impliquer dans un processus de dialogue avec toutes les institutions et avec les organisations issues de la société civile dans le but de garantir qu'elle répond bien à sa propre définition de 'Communauté des Peuples'. Les processus de consultation et de contrôle devraient être entrepris de concert avec la société civile pour permettre le développement d'une culture de 'bonne gouvernance'.
- Les gouvernements africains et les bailleurs de fonds internationaux devraient engager plus pleinement leur responsabilité en renforçant le rôle des organisations issues de la société civile africaine tant au niveau national que régional et en fomentant une planification conjointe, telle que prévue par le processus de PRSP.
- Les gouvernements africains devraient élaborer une planification spécifique permettant d'accroître la participation des femmes dans les instances de gouvernement local et national, en référence tout particulièrement à la Plate-forme d'Action de Beijing. Des mesures devraient être prises pour diminuer les inégalités qui touchent les femmes y compris une approche de 'tolérance zéro' par rapport à la

violence envers les femmes. Ceci est particulièrement pressant au vu du contexte en matière de transmission du VIH/Sida.

Il n'est plus possible de 'faire des affaires comme si de rien n'était'

Se diriger vers un partenariat nouveau et efficace avec l'Afrique qui serve les intérêts des Africains, imposera une série de changements radicaux, à la fois à l'intérieur de l'Afrique et hors d'Afrique. Tout au long de son histoire, que ce soit pour assouvir un besoin de main d'œuvre pendant la période de la traite des esclaves ou pour assouvir un besoin de terre et de richesses pendant la période coloniale, ce continent a été exploité. Durant la guerre froide, l'Afrique a été utilisée comme champs de bataille pour faire avancer des stratégies géopolitiques. La relation de l'Afrique avec le monde riche n'a jamais été une relation de partenariat entre égaux, peu s'en faut. Même si beaucoup de choses ont changé, bien d'autres sont restées en l'état. Il faut mettre fin à l'approche qui consiste à prétendre et à continuer à 'faire des affaires comme si de rien n'était'.

Ce n'est qu'en instaurant une relation de partenariat authentique et en poursuivant une approche centrée sur un principe de justice, que les problèmes qui assaillent l'Afrique pourront être résolus. Pour cela, la communauté internationale et les dirigeants africains doivent trouver une nouvelle formule d'implication à tous les niveaux, mondial, régional et national, sous-tendue par un engagement renouvelé à rendre des comptes de part et d'autre.

Au niveau **mondial**, il est nécessaire de créer les conditions nécessaires pour un mode de gouvernement mondial efficace capable de soutenir une nouvelle formule de partenariat avec l'Afrique. C'est à ce niveau que des problèmes de commerce mondial, d'investissements, de partenariats d'affaires, de financement et d'engagement international doivent être résolus, sur une base où la responsabilité de tous les intervenants est engagée et dans une relation qui implique des droits et des devoirs mutuels.

Au niveau **régional**, il est nécessaire de restaurer des formes de coopération politique et économique, plus particulièrement en ce qui concerne les mesures destinées à renforcer et instaurer des processus de paix. C'est peut-être à ce niveau que se trouvent les meilleures chances de définir de nouvelles approches pour le traitement de ceux qui sont accusés d'avoir commis des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et d'avoir profité des économies de guerre, et pour la lutte contre la corruption. S'il est vrai qu'il est important d'attaquer des problèmes comme l'impunité et la corruption, il est également crucial de trouver des moyens de réparer le tissu socioculturel de pays qui ont souffert des conflits armés.

Au niveau **national**, il est nécessaire de créer les conditions qui vont permettre aux pays africains de fonctionner comme des états légitimes sur la base d'un contrat social liant les gouvernements et les dirigeants à la population. Cela implique des états qui rendent des comptes aux citoyens et sont capables d'assurer la sécurité et la permanence de l'état de droit. De tels états doivent également garantir des conditions de sécurité pour que la population puisse subvenir à ses besoins et instaurer des services publics de base dans le domaine de la santé et de l'éducation. Pour y parvenir les dirigeants africains devront faire preuve d'un engagement beaucoup plus profond envers les mouvements sociaux et la société civile.

Il est nécessaire, à tous ces niveaux, de mettre en place des mécanismes concrets et des procédures qui renforcent la responsabilisation.

Il n'existe pas de "solution standard universelle" capable de résoudre en une fois la crise que traverse l'Afrique. Il faut d'une part, prendre immédiatement des mesures pour trouver des solutions aux conflits au travers d'une action diplomatique concertée et pour apporter une aide humanitaire aux populations affectées. Ces efforts devront prendre en compte les causes sous-jacentes des conflits, y compris les problèmes liés à l'exploitation des ressources naturelles. Et d'autre part, il faut dans le même temps apporter un soutien effectif aux pays qui ne sont pas directement impliqués dans ces conflits et qui ont entrepris une série de mesures positives destinées à réduire la pauvreté et à renforcer la mise en place de bons modes de gouvernement en y incluant la participation de la société civile. Ce n'est qu'en faisant avancer simultanément ces deux stratégies, qu'il sera possible de trouver des solutions effectives et durables aux problèmes extrêmement graves qui confrontent l'Afrique aujourd'hui.

C'est seulement en résolvant tout à la fois les dimensions locales, nationales et régionales de la crise actuelle que l'Afrique pourra rencontrer la prospérité et la paix. Le moment est venu maintenant de transformer les paroles en actions, d'aider si possible l'Afrique à prendre la bonne direction après le tournant auquel elle fait face. Le Défi pour l'Afrique ne consiste pas à se demander quelle direction prendre ou quoi entreprendre, mais générer la volonté de le faire.

Notes

¹ Les estimations varient entre 45 et 52 pour cent.

² Estimations provenant de l'OMS, Harvard University et la London School of Hygiene and Tropical Medicine

³ Rapport du Gouvernement Rwandais

¹ Coltan est une abréviation pour columbite-tantalite, un minéral métallique de couleur gris acier que l'on trouve en Amérique, en Afrique et en Asie du Sud Est. Il s'agit d'une matière première très versatile qui est utilisée dans un certain nombre d'industries hautement stratégiques pour sa résilience à des températures très élevées, à la corrosion par des acides et sa capacité conductrice pour la chaleur et l'électricité. C'est un élément particulièrement important dans la fabrication des téléphones portables, des ordinateurs, des consoles de jeux, des magnétoscopes, des caméras digitales et de l'appareillage électronique contrôlé à distance.

² Oxfam GB (2002) 'Pauvreté en Pleine Abondance', document de briefing n°12, Oxford :Oxfam.

³ Christian Aid 'Scorched Earth'

⁴ Voir Nations Unies 'Rapport de la Commission d'Experts sur l'Exploitation Illégale des Ressources Naturelles et autres Formes de Richesses en République Démocratique du Congo'

⁵ Banque Mondiale et al. (2000) Le 21^{ème} siècle sera-t-il celui de l'Afrique ?

⁶ Christian Aid 'Scorched Earth'

⁷ Oxfam Amérique, 'Extractive Sectors and the Poor', Oct.2001.

⁸ Dietrich, C. (2001) 'Les Commerçants Militaires Sans Ethiques et Sans Frontières', International Peace and Information Service.

⁹ Global Witness (2001) 'Zimbabwe's Resource Colonialism in the DRC', Londres, 26 août.

¹⁰ CRI (2001)'Mortality in the Eastern Democratic Republic of Congo'.

¹¹ Dixième rapport du Secrétaire Général des Nations Unies sur l'Organisation d'une Mission des Nations Unies en République Démocratique du Congo, février 2002

¹² Cette cour est prévue par le protocole de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Populations adopté par l'Union Africaine en 1998.

-
- ¹³ UNICEF 'Children Orphaned by AIDS: Frontline Responses from Eastern and Southern Africa'
- ¹⁴ Ibid, p3
- ¹⁵ UNAIDS 'AIDS Epidemic Update' Décembre 2001 page 3.
- ¹⁶ Dixon, S., S. MacDonald, and J. Roberts 'The Importance of HIV and AIDS in Africa's Economic Development, British medical Journal 324, 26 Janvier, p 232
- ¹⁷ Kelly, M.J. (2000) 'What HIV/AIDS Can Do To Education, and What Education Can Do to HIV/AIDS', document présenté lors de la Conférence de toute l'Afrique Sub-saharienne sur l'Education pour Tous, Johannesburg, 6 décembre 1999.
- ¹⁸ UNAIDS (2000) 'Report on the Global HIV/AIDS Epidemic', p10
- ¹⁹ Pour plus d'informations, voir Oxfam 'Last Chance in Monterrey : Meeting the Challenge of Poverty Reduction', document de briefing n°17, mars 02.
- ²⁰ Minter, W. et S. Booker (2002) 'Africa Policy Outlook 2002: African priorities ignored due to Washington's War on Terrorism', Foreign Policy Focus, février 2002, p3.
- ²¹ Ibid
- ²² Ibid
- ²³ Kanbur, R. (2001) 'The New Partnership for Africa's Development (NEPAD): An Initial Commentary', Southern African Regional Poverty Network, décembre 2001, p5.
- ²⁴ 'Fulfilling Africa's Promise', Millennium Lecture by K.Y Amoako, Downing Street, London, 17 décembre 2000.
- ²⁵ Pour plus d'informations, voir 'From Words to Deeds', Document de Briefing n°14, 19 décembre 2001.

Références

Africa Recovery, Juin 2001

Anderson, M. (1999) *Do No Harm : How Aid Can Support Peace – Or War*, Boulder, Colorado : Lynne Rienner Publishers

John-Jean B. Bayra (1993) 'The New Political Conditionalities of Aid: an Independent View from Africa', *IDS Bulletin* 24

Bond, P. (2000) 'Thabo Mbeki and Nepad: Breaking or Shining the Chains of Global Apartheid', *The Review of African Political Economy*, Août 2000

Christian Aid (2001) 'The Scorched Earth: Oil and War in Sudan'

Christian Aid, Save the Children and Oxfam (2001) 'No End in Sight: The Human Tragedy of the Conflict in the Democratic Republic of Congo'

Commission on Global Governance, *Our Global Neighbourhood, The Report of the Commission on Global Governance*, Oxford University Press

-
- Davidson, B. (1992) *The Black Man's Burden: Africa and the Curse of the Nation State*
- DFID (2000) 'White Paper on Globalisation', London: DFID
- Denny, C. (2000) 'The only way is up', *The Guardian*, 15 Juin 2000
- De Waal, A. (1997) *Famine Crimes/ Politics & the Disaster Relief Industry in Africa*, Indiana University Press: Bloomington & Indianapolis
- Dietrich, C. 'The Commercialisation of Military Deployment in Africa', Institute of Security Studies.
- Duffield, M. (2000) 'Globalisation, Transborder Trade, and War Economies', Chapter 4 in Berdal, Mats and David Malone (eds.), *Greed and Grievance: Economic Agendas in Civil Wars*, Boulder and London: IDRC/Lynne Rienner
- Global Witness (2001) 'Taylor-made: The Pivotal Role of Liberia's Forests in Regional Conflict'
- Hearn, J. (1998) 'The 'NGO-isation' of Kenyan Society: USAID & the Restructuring of Health Care', *Review of African Political Economy* 75:89-100
- Hochschild, A. (2000) *King Leopold's Ghost*, Papermac
- Iife, J. (2000) *Africans, The History of a Continent*, Cambridge University Press
- Kanbur, R. (2001) 'The New Partnership for Africa's Development (NEPAD): An Initial Commentary', Southern African Regional Poverty Network, Novembre
- Landes, D. (1998) *The Wealth and Poverty of Nations*, USA: Abacus
- Macrae, J. (2001) *Aiding Recovery: the Crisis of Aid in Chronic Political Emergencies*, London and New York: Zed Book
- Naim, M. (2000) 'Washington Consensus or Washington Confusion?' *Foreign Policy*, Printemps 2000, 86-103
- New Partnership for Africa's Development (NEPAD), Octobre 2001
- Oxfam America Extractive Sectors and the Poor, Octobre 2001
- Petras, J. (1997) 'Imperialism and NGOs in Latin America', *Monthly Review*, Décembre 1997
- PSIRU (2001) 'Cracking Down on Corrupt Companies: A Critical Analysis of the EC's Public Procurement Proposals', Novembre
- PSIRU (1999) 'Privatisation, Multinationals and Corruption', juillet
- Reader, J. (1998) *Africa: Biography of a Continent*, Londres: Penguin
- Robertson, G. (2000) *Crimes Against Humanity: the Struggle for Global Justice*, Londres: Penguin
- Robinson, M. (1993) 'Will Political Conditionality Work?' *IDS Bulletin*, 24(1)
- Stiglitz, J. 'More Instruments and Broader Goals: Moving Toward the Post-Washington Consensus', 1998 *Annual Lecture* (Helsinki: WIDER, mars 1998)
- Stockton, N. 'In Defense of Humanitarianism', *Disasters*, 22(4)
- Transparency International (2000) *Source Book*

Turner, M. and D. Hulme (1997) *Governance, Administration and Development: Making the State Work*, Londres: MacMillan

UK All Party Parliamentary Group on the Great Lakes and Genocide Prevention (2001) 'Report on Visit to DRC', Août

Commission Economique pour l'Afrique des Nations Unies, *Transforming Africa's Economies: Economic Report on Africa 2000*

Nations Unies (2001), Déclaration d'Engagement sur le VIH/Sida, juin

Nations Unies (2001), 'Rapport de la Commission d'Experts sur l'Exploitation Illégale des Ressources Naturelles et Autres Formes de Richesse de la République Démocratique du Congo', novembre

CNUCED (2000) *Rapport sur les Pays les Moins Développés*, (2000)

CNUCED (2001) *Rapport de l'Investissement dans le Monde*

PNUD (2000) *Rapport sur le Développement Humain*

PNUD (2001) *Rapport sur le Développement Humain*

BNUCHA (2000) *Assistance Humanitaire Mondiale 2000* et site Internet du BCHA

UNRISD (2000) 'Visible Hands: Taking Responsibility for Social Development'

Verschave, F-X (2000) *Noir Silence: Qui Arrêtera la Francafrique ?* (Les Arènes 2000)

Watkins, K. (1997) *Economic Growth with Equity*, Oxford: Oxfam

Banque Mondiale (1998) *Assessing Aid: What Works, What doesn't and Why*, OUP/Banque Mondiale

Banque Mondiale et al. (2000) *Can Africa Claim the 21st Century?*

Banque Mondiale (2001) *Global Economic Prospects and the Developing Countries 2002*

Banque Mondiale (1992) *Governance and Development*

© Oxfam GB 2002

Mars 2002

Oxfam GB est un membre d'Oxfam International

Organisation à but non lucratif enregistrée sous le no. 202918

Ce document a été écrit par Anneke Van Woudenberg. Oxfam tient à reconnaître la contribution de nombreux parmi ses employés dans la production de ce document. Il appartient à une série de document dont le but est d'orienter le débat public en matière de politique du développement et de l'humanitaire. Ce texte peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche sous réserve d'en mentionner clairement la source.

Pour un complément d'information sur le contenu prière de contacter Anneke Van Woudenberg (avwoudenberg@oxfam.org.uk)

www.oxfam.org.uk

Published by Oxfam International March 2002

Published by Oxfam GB for Oxfam International under ISBN 978-1-84814-204-6

